



DECISION DU MAIRE

PRISE LE 28 MAI 2024

EN APPLICATION DE LA DELEGATION D'ATTRIBUTIONS
DU CONSEIL MUNICIPAL RESULTANT DE LA
DELIBERATION DU 1^{er} FEVRIER 2024

Administration générale
LE/AR

2024-n° 167

OBJET : Renouvellement d'une concession funéraire

Le Maire de Soisy-sous-Montmorency,
Vice-président délégué du Conseil départemental du Val d'Oise,

VU le code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L.2122-22 et L.2122-23,

VU la délibération n°2024-02-01/06 du 1^{er} février 2024 aux termes de laquelle il a reçu délégation d'attribution du Conseil municipal

VU l'arrêté municipal n°158/2015 du novembre 2015 portant règlement du cimetière communal de Soisy-sous-Montmorency,

VU la décision tarif 2021 portant fixation du prix des concessions funéraires au 1^{er} janvier 2021,

Vu l'attribution de la concession n° 4804, le 24 juin 2009 à :

CONSIDERANT la demande faite le 27 mai 2024 présenté par _____ domicilié : 95260
Beaumont/Oise, sollicitant le renouvellement de la concession de terrain dans le cimetière communal.

DECIDE

Article 1 : d'accorder, dans le cimetière communal de Soisy-sous-Montmorency, à l'emplacement 6/2687, le renouvellement à _____ de la concession Familiale de 1,60 m² accordé le 25 juin 2009 et expirant le 25 juin 2024 pour une durée de 15 ans à compter du 25 juin 2024 au profit des ayants droits.

Article 2 : La présente concession est accordée moyennant la somme de (175€) versée dans la caisse du receveur municipal.

Article 3 : Un exemplaire de cette décision sera remis au titulaire de la concession et au receveur municipal.

Article 4 : La présente décision sera transmise à Monsieur le Sous-préfet de sarcelles et transcrite sur le registre des délibérations du Conseil Municipal.

Article 5 : Un extrait de la présente décision sera publié sur le site de la Mairie de Soisy-sous-Montmorency.

Vice-président délégué du Conseil départemental,



Transmis en Sous-Préfecture de Sarcelles le :

28 MAI 2024

Mis en ligne et/ou notifié le :

28 MAI 2024

Acte rendu exécutoire en vertu des articles L 2131-1 et L 2131-2 du CGCT. Le

28 MAI 2024

La présente décision peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Cergy-Pontoise dans un délai de 2 mois à compter de la date du « rendu exécutoire » mentionnée sur le présent acte.

Accusé de réception en préfecture
095-219505969-20240528-AG2024DEC167-AU
Date de réception préfecture : 28/05/2024